

à un niveau raisonnable les coûts de formation du personnel, de maintenance de l'équipement et de réalisation de logiciel.

Toutes les missions ont en commun un certain nombre de tâches à l'exécution desquelles les systèmes informatiques apporteraient une nouvelle efficacité. Dans plusieurs missions, on a pris l'initiative d'utiliser la technologie dont on disposait (généralement des machines de traitement de texte) pour l'automatisation de certains travaux routiniers.

On peut cependant aller beaucoup plus loin. Parmi les travaux non confidentiels qui se prêteraient à l'automatisation, on retrouve:

- la mise à jour et l'extraction de renseignements sur les entreprises canadiennes et sur d'autres organismes;
- la préparation de la correspondance protocolaire courante;
- les listes mensuelles de visiteurs;
- les programmes pour l'accueil des visiteurs;
- les listes de ressortissants canadiens;
- les listes d'entreprises locales et autres adresses utiles;
- les données sur les résidences du personnel, y compris l'inventaire du mobilier fourni par l'État;
- les listes des engagements pris par divers secteurs de la mission, en matière d'accueil ou de déplacements.

Les mesures de sécurité revêtent une importance particulière dans les missions. Bien des systèmes informatiques émettent des ondes, et celles-ci, captées et interprétées par un détecteur sensible, peuvent dévoiler l'information stockée ou imprimée. On peut réduire ce danger à l'aide d'un équipement "TEMPEST" de fabrication spéciale, mais cette précaution alourdit singulièrement le coût total du système. Il reste d'ailleurs le risque de voir quelqu'un confier par inadvertance à un système non protégé un travail confidentiel. Il se pourrait donc que le Ministère érige en politique la fourniture de systèmes protégés à toutes les missions. L'évaluation des coûts part de cette hypothèse.

Comme nous l'avons vu, certains progrès ont été réalisés dans l'informatisation au sein des missions. Les systèmes informatiques déjà en place ou ceux qui seront installés l'an prochain veulent répondre en priorité aux besoins d'un "client" précis: le secteur des finances à Londres, à Paris, à Bonn et à Washington; celui de l'immigration à Hong Kong. Cependant, l'équipement des missions est aussi mis au service d'autres programmes. Jusqu'à ce jour, on n'a pas exploité à fond ce potentiel, faute de ressources pour l'analyse fonctionnelle et, dans certaines missions, faute d'intérêt de la part des préposés aux programmes. Cependant, on constate aujourd'hui une curiosité croissante à l'égard des utilisations nouvelles de l'informatique. À Londres, par exemple, la direction de la mission a elle-même pavé la voie à l'installation du nouvel ordinateur en 1985, en menant une enquête approfondie sur les nouveaux besoins que celui-ci pourrait satisfaire. De même, le micro-ordinateur récemment acheté pour Prague servira à des usages "non conventionnels".

Le mandat de l'équipe qui avait préparé une première étude de faisabilité pour le prototype de Hong Kong était limité aux activités et aux fonctions directement reliées à la prestation outre-mer des programmes d'immigration et des finances. L'équipe n'en a pas moins conclu à la possibilité d'accroître à peu de frais la puissance de l'équipement destiné à l'immigration: celui-ci pourrait alors répondre aux exigences d'autres programmes confiés à la mission. Cela suppose toutefois une définition précise des besoins, et les systèmes